



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
Bureau des procédures d'utilité publique

Nantes, le - 8 JAN. 2013

N° : 2013/ICPE/007
GIE Groupement Pétrolier
de Nantes - SUP

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31 relatifs aux installations susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique et R. 512-39-1 à R. 512-39-3 relatifs à la mise à l'arrêté définitif et à la remise en état,
- VU les actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 29 mai 1995 autorisant le groupement d'intérêt économique (GIE) « Groupement Pétrolier de Nantes » (GPN) à exploiter un dépôt d'hydrocarbures situé à Saint-Herblain, 120, quai Emile Cormerais,
- VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 au GIE Groupement Pétrolier de Nantes des prescriptions complémentaires relatives à la cessation d'activité, à la surveillance des eaux souterraines et à la gestion du site, concernant l'ancien site industriel situé à Saint-Herblain, quai Emile Cormerais,
- VU la demande en date du 16 septembre 2011 présentée par le GIE Groupement Pétrolier de Nantes, en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique, en application des dispositions de l'article R. 515-31 du code de l'environnement
- VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 18 janvier 2012 concernant les servitudes à mettre en place,
- VU la consultation le 14 février 2012 du directeur départemental des territoires et de la mer et du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, et en l'absence d'observations,
- VU la communication le 3 avril 2012, au GIE Groupement Pétrolier de Nantes, au président de Nantes-Métropole et au maire de Saint-Herblain, du rapport de l'inspection des installations classées du 18 janvier 2012 et du projet de servitudes d'utilité publique,
- VU la consultation le 7 juin 2012 du directeur départemental des territoires et de la mer et du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile sur le présent projet d'arrêté et en l'absence d'observations,
- VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 8 novembre 2012,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 13 décembre 2012,

VU le projet d'arrêté transmis au GIE Groupement Pétrolier de Nantes en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours, et en l'absence d'observations,

CONSIDERANT qu'il convient, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions prises et la surveillance de la zone,

CONSIDERANT qu'il convient à cette fin, de limiter ou d'interdire des modifications de l'état du sol et du sous-sol et d'en limiter les usages, compte tenu des travaux réalisés,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

A R R E T E

Article 1er : Généralités

Les servitudes d'utilité publiques (SUP) définies à l'article 3 du présent arrêté sont instituées sur les parcelles cadastrales qui ont été impactées par les activités de l'ancien site industriel exploité par le GIE Groupement Pétrolier de Nantes, à Saint-Herblain, 120, quai Emile Cormerais. Les zones impactées sont mentionnées dans le tableau de l'article 2 et reportées sur les plans en annexes 1 et 2.

L'objectif des servitudes imposées est d'assurer l'absence de risque sanitaire pour la population au regard des usages et occupations actuelles et futures des zones susvisées.

L'usage retenu pour fixer des SUP est précisé. Toute volonté de modification de l'usage de l'une de ces zones devra faire l'objet d'une demande argumentée auprès du préfet de la Loire-Atlantique. La demande devra en particulier être basée sur une étude d'acceptabilité en terme de risque sanitaire.

Article 2 : Parcelles cadastrales concernées et usages retenus de ces parcelles

Le tableau suivant définit selon le plan en annexe 1 du présent arrêté, les usages retenus pour fixer des SUP sur les parcelles cadastrales qui ont été impactées par les activités du GIE Groupement Pétrolier de Nantes à Saint-Herblain :

Zone	Section	Parcelles n°	Usages constatés en 2010	Usages futurs retenus pour les SUP
-	CZ	10, 11, 12, 13, 29, 54 et 56	Zone industrielle	Industriel, artisanal ou d'activité recevant du public non sensible

Article 3 : Nature des servitudes

Les parcelles sont réservées à un usage non sensible de type industriel/tertiaire. L'aménagement des parcelles pourra comprendre des bâtiments à usage industriel/tertiaire (de type bureaux et/ou hangars) sans niveau de sous-sol et des zones extérieures avec couverture des sols de surface (de type béton, bitume, terre végétale, remblais sains, bâtiments, etc.) dont l'entretien et la pérennité seront à la charge du propriétaire des parcelles. L'épaisseur de la couverture des sols de surface sera supérieure ou égale à 0,3 m dans le cas de terre végétale et à 0,1 m dans le cas de bitume/enrobé. Tout usage sensible (habitat, établissement recevant des enfants de type école, etc.) est interdit sur les parcelles.

Dans le cadre de travaux de terrassement, le porteur du projet devra mettre en place un plan « hygiène et sécurité » pour la protection de la santé des travailleurs qui spécifiera notamment les équipements de protection individuels adaptés aux travaux. Il fera procéder aux analyses utiles des matériaux excavés. Si la pollution résiduelle n'est pas compatible du point de vue sanitaire avec le projet et/ou si les matériaux ne peuvent pas être réutilisés sur les parcelles, ils seront traités à la charge du porteur du projet, conformément à la réglementation en vigueur.

Pendant la durée du suivi périodique de la qualité des eaux souterraines, les piézomètres présents sur les parcelles seront conservés en bon état par le propriétaire et les usagers du site et ils resteront accessibles par le GIE Groupement Pétrolier de Nantes et ses sous-traitants.

Dans l'éventualité de la mise en place de canalisations souterraines pour l'approvisionnement en eau potable, ces canalisations seront conçues de manière à empêcher tout transfert de pollution résiduelle vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints (canalisations métalliques ou autre matériau anti-contaminant).

L'utilisation des eaux souterraines (nappe alluviale ou superficielle) au droit des parcelles à des fins de consommation humaine directe ou indirecte, de consommation animale ou d'irrigation est interdite.

Les plantations d'arbres ou de plantes destinées à l'alimentation humaine ou animale sont interdites.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Herblain et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Saint-Herblain pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins du maire de Saint-Herblain et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et au frais du GIE Groupement Pétrolier de Nantes, dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de Saint-Herblain et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GIE Groupement Pétrolier de Nantes en tant qu'ancien exploitant et propriétaire du site.

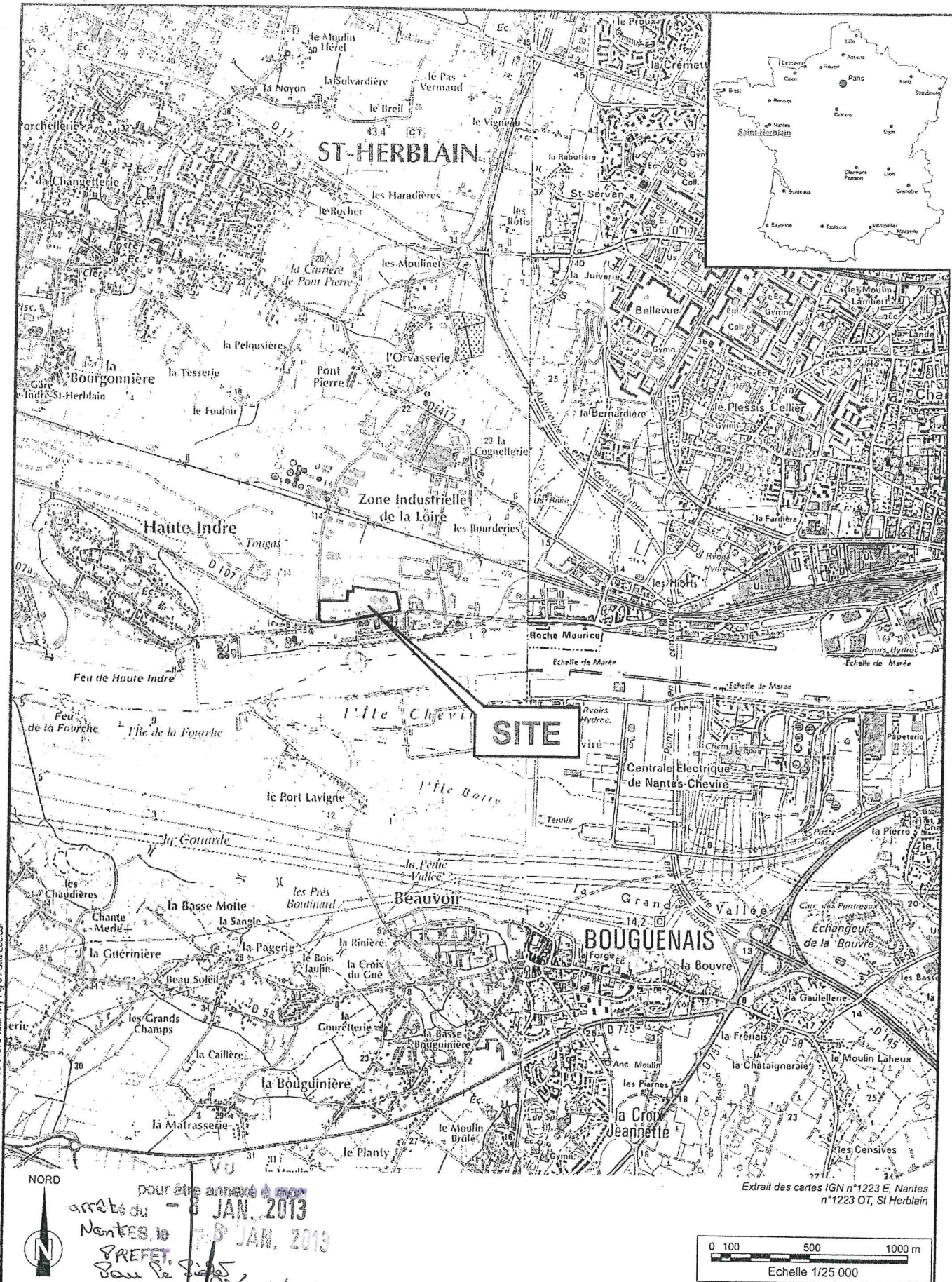
Le PREFET
Pour le préfet,
le sous-préfet, chargé de mission

Michel DORÉ

P.J. : 1) *Plan de localisation du site*

2) *Plan de l'ancien site industriel avec localisation des parcelles concernées par les servitudes.*

ANNEXE 1



Extrait des cartes IGN n°1223 E, Nantes
n°1223 OT, St Herblain

0 100 500 1000 m
Echelle 1/25 000

PLAN DE LOCALISATION DU SITE

Titre

Lieu

Client

DOSSIER DE DEMANDE D'INSTITUTION DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

ANCIEN DEPOT PETROLIER GPN
DE SAINT-HERBLAIN (44)

TOTAL RAFFINAGE MARKETING

Echelle	1/25 000	Format A4
---------	----------	-----------

Date **MAI 2011**

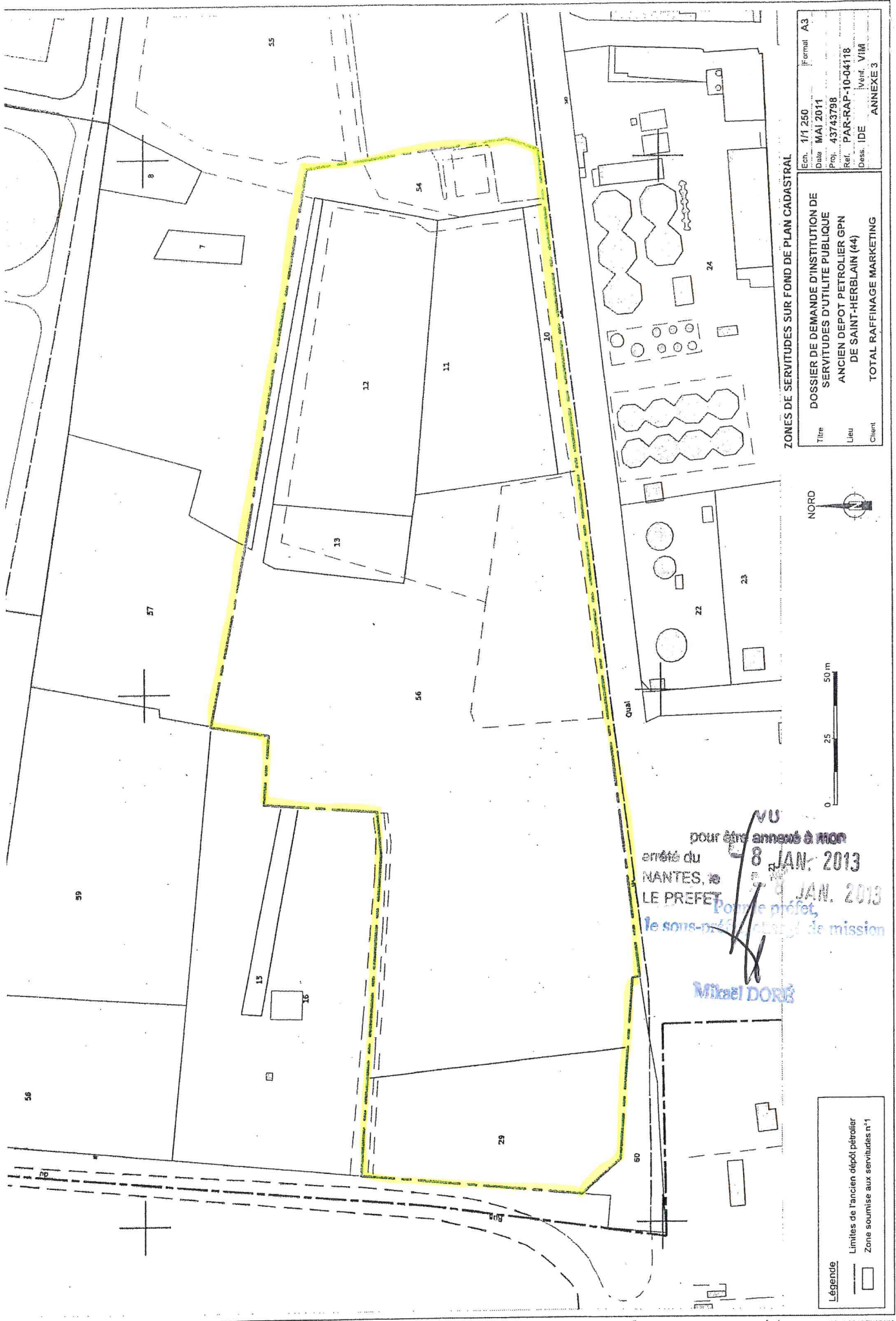
Proj. 43743798

Ref. PAR-RAP-10-04118

Dess. IDE Verif. VIM

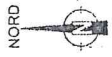
ANNEXE 1

ANNEXE 2



ZONES DE SERVITUDES SUR FOND DE PLAN CADASTRAL

Titre	Ech. 1/1 250	Formal A3
Lieu	Date MAI 2011	
Client	Proj. 43743798	
	Ref. PAR-RAP-10-04118	
	Dess. IDE	Vent. VM
		ANNEXE 3



pour être annexé à mon
arrêté du 8 JAN. 2013
NANTES, LE PREFET
Pour le préfet,
le sous-préfet chargé de mission
Mikael DORRÉ

Légende
Limites de l'ancien dépôt pétrolier
Zone soumise aux servitudes n°1